

Pour le maintien, la pérennisation et le développement des structures d'exercice coordonné participatives



Un BUDGET
de la Sécurité Sociale
Pour sortir de la crise sanitaire
et satisfaire les besoins des
populations

tour-france-sante-plfss@mailo.com

Le ministère de la Santé a annoncé,
sans concertation préalable,
la fin du financement...

des maisons de santé et des centres de santé intégrés au dispositif « structures d'exercice coordonné participatives » (SEC-pa).

Cette décision place ces structures dans une situation financière difficile.

Elle va également entraîner une régression de l'accès aux soins pour les populations, notamment les plus vulnérables, souvent éloignées du système de santé et des services sociaux dans des territoires urbains comme ruraux.

Cette mesure va à l'encontre des engagements précédents de l'État, qui avait indiqué vouloir étendre et intégrer ces dispositifs innovants dans le droit commun. **Les structures SEC-pa ont pourtant démontré leur efficacité dans l'accompagnement médico-social des personnes en situation de précarité et dans la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.** Elles offrent un accompagnement global des patients.e.s associant soins médicaux, soutien psychologique, accompagnement social, médiation en santé, interprétariat, pour des publics souvent exclus du système de santé traditionnel, et parfois au profil complexe.

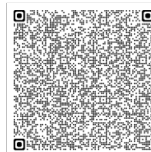
Cette mesure est la conséquence directe des coupes budgétaires imposées par la loi de financement de la Sécurité Sociale votée en décembre 2025. Elle relève d'un choix politique, celui de défendre le modèle d'une médecine du soin payée à l'acte qui a atteint ses limites, soumise de plus en plus à une financiarisation, contre un modèle alternatif de santé globale s'appuyant sur les pratiques de santé communautaire et participative.

Nous demandons :

- le maintien et la pérennisation des structures SEC-pa, ainsi que l'intégration de leurs principes dans le droit commun
- la possibilité d'étendre ce dispositif aux centres de santé publics ou non lucratifs s'inscrivant dans la démarche

Nous nous associons à toutes les initiatives visant à défendre ces structures essentielles dans les territoires où les besoins en soins primaires sont les plus importants

Nous invitons à signer massivement la pétition (QR code)



Signataires

Syndicats : Fédération Solidaires Étudiant.e.s, Fédération des Orthophonistes de France, Fédération Sud Santé Sociaux, Fédération Syndicale Unitaire, Syndicat de la Médecine Générale, Syndicat des Jeunes Médecins Généralistes, Syndicat National des Infirmier(e)s Conseiller(e)s de Santé-FSU, Syndicat National Unitaire des Assistants Sociaux de la Fonction Publique-FSU, Union Fédérale Médecins Ingénieurs Cadres et Techniciens-CGT, Union Nationale des Étudiants de France, Union Syndicale de la Psychiatrie, Union Syndicale des Professionnel.le.s des Centres de Santé, Union Syndicale Solidaires, Sud Santé Sociaux Indre et Loire

Mutuelles : Alternative Mutualiste, Fédération des Mutuelles de France, Mutuelle Mutami

Associations, collectifs, comités : Appel des Appels, Association des Médecins Urgentistes de France, Cerises La Coopérative, Collectif Inter-Hôpitaux, Collectif des Médecins Généralistes pour l'Accès aux soins, Collectif National pour le Droit des Femmes, Conseil National de la Nouvelle Résistance, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception, Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, Ensemble & Solidaires Union nationale des Retraités et Personnes Agées, Fédération Générale des Retraités.e.s de la Fonction Publique, Femmes Égalité, Femmes Solidaires, Fondation Copernic, Médecins du Monde, Médicament bien commun, Mouvement de la Paix, Notre Santé en Danger, Organisation de Solidarité Trans, People's Health Movement France, Printemps de la Psychiatrie, Réseau Éducation Populaire, Réseau des Centres de Santé Communautaire, Résistance Sociale, Soins Etudes et Recherches en PSYchiatrie, Stop Précarité, Collectif Santé Pays-Haut (54), Collectif Santé-Sociaux Agglo Le Havre, Collectif 37 Notre Santé en Danger, Comité de défense de l'hôpital de Concarneau, Comité de défense des hôpitaux du Nord-Essonne, Comité Ivryen pour la Santé et l'Hôpital Public (94), Comité de Vigilance des Services publics de Haute-Saône, La Case de Santé - Toulouse, Le Manifeste Comité de St Affrique-Millau, Soutiens en urgence à la vie de l'hôpital du bassin de Ruffec

Organisations politiques : Gauche Alternative Réseau Coopératif, Génération.s, L'APRÈS, La France Insoumise, Les Écologistes, NPA l'Anticapitaliste, Parti de Gauche

